



OBSERVATOIRE  
de l'information  
et des stratégies  
d'influence

# GUERRE INFORMATIONNELLE : COMMENT L'ESTONIE FAIT FACE AUX MENACES HYBRIDES RUSSES

Elena Mayeux / Analyste en stratégie internationale,  
diplômée d'IRIS Sup'

Février 2026



## PRÉSENTATION DE L'AUTRICE



**Elena Mayeux** / Analyste en stratégie internationale,  
diplômée d'IRIS Sup'

Récemment diplômée du Master Défense, Sécurité et Gestion de crise d'IRIS Sup', Elena Mayeux s'est spécialisée dans les enjeux de gestion de crise au fil de son parcours académique, ainsi qu'à travers différentes expériences professionnelles au ministère de l'Intérieur et en cabinet de conseil. Ces expériences l'ont amenée à observer les effets de la désinformation dans des contextes de crise et à s'y intéresser en profondeur. Elena Mayeux a consacré son mémoire de fin d'études à la lutte contre la désinformation russe en Estonie, pays particulièrement touché par cette menace.

## PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE

L'Observatoire de l'information et des stratégies d'influence de l'IRIS se consacre à l'analyse approfondie des mécanismes de fabrication de l'information, des logiques médiatiques et des stratégies d'influence, dans un contexte international. Il explore comment l'information est produite, transcrive et diffusée dans les médias traditionnels, numériques et les réseaux sociaux, tout en examinant les dynamiques de pouvoir, les enjeux géopolitiques, les dilemmes éthiques et problématiques économiques liés à ces pratiques.

À l'ère du numérique, l'Observatoire vise à éclairer les relations complexes entre médias, opinion publique et sphères d'influence à travers le monde, en incluant une perspective stratégique. Il s'adresse aux décideurs, chercheurs et citoyens soucieux de mieux comprendre les enjeux globaux de l'information et de l'influence.

À travers ses travaux et ses initiatives, l'Observatoire se positionne comme une ressource de réflexions et d'analyses des stratégies d'influence et de désinformation, contribuant ainsi à un débat public éclairé et informé.

---

[iris-france.org](http://iris-france.org)

@InstitutIRIS

@InstitutIRIS

institut\_iris

IRIS

IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

Les élections « présidentielles » moldaves et roumaines, les Jeux olympiques de Paris, les manifestations d'agriculteurs en Allemagne : en 2024, ces évènements majeurs au sein de l'Union européenne ont été les cibles de vastes campagnes de désinformation russe. Ces opérations, menées en grande partie sur les réseaux sociaux, avaient pour objectif de déstabiliser, d'affaiblir et de saper la cohésion des pays occidentaux.<sup>2</sup>

Les États baltes (Lituanie, Lettonie, Estonie) sont, pour leur part, en première ligne face à la guerre informationnelle menée par la Russie. Situés à la frontière russe, ces trois pays sont régulièrement victimes de campagnes massives de désinformation, en particulier depuis l'annexion de la Crimée, en 2014<sup>3</sup>. Les États baltes ont en effet fait partie des premiers à condamner l'annexion de la Crimée par la Fédération de Russie. Ces condamnations et prises de position s'inscrivent dans un processus plus large de réappropriation de leur propre histoire qui se traduit par une diminution de l'importance accordée dans l'espace public aux symboles de la domination soviétique. Cette réappropriation se manifeste par le retrait et le démantèlement de nombreux monuments et symboles de l'ère soviétique.

En Estonie, les campagnes de déstabilisation remontent à bien avant 2014. En 2007 déjà, la capitale, Tallinn, fut la toute première victime d'une cyberattaque d'ampleur visant un État, ayant entraîné une paralysie de ses systèmes informatiques : les sites gouvernementaux, bancaires ou encore médiatiques ont été rendus inaccessibles pendant plusieurs jours. Cet évènement orchestré par la Russie fait suite au déplacement d'une statue soviétique, le soldat de bronze, en dehors de la capitale estonienne, une statue représentant un militaire en tenue soviétique et qui ornait un monument aux morts de la Seconde Guerre mondiale. Une attaque qui marque un tournant : en réponse, les pays occidentaux choisissent l'Estonie pour accueillir, en 2008, le Centre d'excellence de cyberdéfense coopérative de l'OTAN. Le pays s'affirme dès lors comme un acteur clé de la lutte européenne contre les menaces hybrides, se hissant au premier rang européen et au cinquième rang mondial en cybersécurité<sup>4</sup>.

Depuis l'épisode de 2007, le nombre de campagnes de déstabilisation n'a cependant pas faibli, comme en témoignent plusieurs opérations de désinformation récentes, affirmant que l'OTAN masserait des troupes britanniques à Tallinn en vue d'une attaque contre la Russie<sup>5</sup>, ou encore

---

<sup>2</sup> "Synthèse de la menace informationnelle ayant visé les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024", Vigilum, [https://www.sgdsn.gouv.fr/files/files/Publications/20240913\\_NP\\_SGDSN\\_VIGINUM\\_Rapport%20menace%20informationnelle%20durant%20les%20JOP24\\_VFF\\_0.pdf](https://www.sgdsn.gouv.fr/files/files/Publications/20240913_NP_SGDSN_VIGINUM_Rapport%20menace%20informationnelle%20durant%20les%20JOP24_VFF_0.pdf)

<sup>3</sup> "NATO says it sees sharp rise in Russian disinformation since Crimea seizure", Reuters, <https://www.reuters.com/article/world/nato-says-it-sees-sharp-rise-in-russian-disinformation-since-crimea-seizure-idUSKBN15Q0PL/>

<sup>4</sup> Vuetaz, Audrey. "Cyberguerre : L'Estonie En Première Ligne Face à La Russie - Public Sénat." *Public Sénat*, 30 May 2024, urlr.me/wM4UTv.

<sup>5</sup> TF1 INFO, "L'OTAN ne masse pas des troupes britanniques en Estonie pour attaquer la Russie" urlr.me/Sf7E8a

l'affirmation selon laquelle l'Estonie appellerait à une frappe nucléaire sur son propre territoire.<sup>6</sup> Le pays est la cible d'un narratif russe bien défini, fondé sur des accusations de provocation, de nazisme, ou encore de russophobie, visant à déstabiliser la confiance du peuple dans ses institutions et la cohésion nationale.

L'Estonie cumule plusieurs facteurs pouvant expliquer son exposition accrue à la désinformation. En raison de son histoire, de sa position géographique et de son appartenance aux institutions occidentales telles que l'OTAN et l'Union européenne, le pays est une cible privilégiée de Moscou, qui ne voit pas de bonne augure la présence de l'Alliance atlantique à ses frontières. L'Estonie possède également un passé marqué par l'occupation soviétique, une frontière directe avec la Russie (longue de 294 kilomètres), ainsi qu'une importante minorité russophone (31 % de la population).

À ces facteurs s'ajoute le recours massif au numérique notamment dans la vie politique avec l'institutionnalisation du vote électronique. Cet atout en matière de gouvernance constitue également une dépendance aux infrastructures numériques et accroît la vulnérabilité du pays face aux attaques numériques et aux tentatives de remise en cause de la sécurité informatique. Ces différents éléments permettent de comprendre pourquoi l'Estonie figure parmi les cibles privilégiées des opérations d'influence du Kremlin que cet article examinera.

## L'ESTONIE, UN PAYS CERNÉ PAR LA DÉSINFORMATION RUSSE

### *Les États baltes, une histoire commune*

Difficile d'introduire l'Estonie sans évoquer ses deux voisins avec lesquels elle forme un trio connu sous le nom d'États baltes : la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie. Leur passé commun, forgé sous le joug du communisme soviétique, les a fortement rapprochés, en obtenant notamment au même moment leur indépendance de l'URSS, lors de l'effondrement de l'Empire en 1991. De cette période qu'ils définissent comme traumatisante, ces trois États gardent des séquelles et une peur intrinsèque de voir un jour leur grand voisin tenter de les rapatrier dans son giron. L'annexion de la Crimée en 2014 et l'invasion à grande échelle de l'Ukraine en 2022 ont cependant ravivé l'inquiétude des États baltes et remis sur le devant de la scène ces petits pays frontaliers de la Russie, souvent désignés comme cibles privilégiées des tentatives de déstabilisation russes.

L'histoire de l'Estonie, marquée par les occupations soviétiques et par des divergences

---

<sup>6</sup> EUvsDISINFO, "Estonia is calling for a nuclear strike on itself" [url.me/WZxj6q](http://url.me/WZxj6q)

d'interprétation persistantes, constitue aujourd'hui l'un des points centraux des stratégies de désinformation russes visant le pays. Récemment, des journalistes estoniens et des administrateurs de Wikipédia ont révélé que des réseaux pro-russes investissaient massivement l'encyclopédie en ligne, en s'appropriant notamment l'histoire de l'Estonie<sup>7</sup>. Le pays a été occupé par l'Union soviétique entre 1940 et 1941, puis de 1944 à 1991, avant de retrouver son indépendance en 1991. Malgré ces occupations, le gouvernement estonien considère que l'État n'a jamais cessé d'exister juridiquement ; selon cette logique, toute personne née durant cette période est donc née en Estonie. Le journaliste Ronald Liive a ainsi alerté sur le fait que les lieux de naissance de près de 600 personnalités estoniennes avaient été modifiés sur la plateforme pour indiquer « République socialiste soviétique d'Estonie, URSS ». Ces ingérences sont particulièrement difficiles à contrôler, dans la mesure où la surveillance de Wikipédia repose essentiellement sur le bénévolat.

Le cas de Wikipédia met en lumière d'autres difficultés liées à la désinformation, et notamment à la diffusion de narratifs historiques biaisés en ligne, susceptibles d'être relayés par les plateformes d'intelligence artificielle. Pour produire leurs réponses, des outils comme ChatGPT ou Perplexity s'appuient sur des sources considérées comme fiables, telles que Wikipédia, référence mondiale en matière d'information. Lorsque les contenus de ces sources sont erronés, cela peut conduire à la diffusion de récits historiques biaisés. Dans un rapport publié le 6 mars 2025 sur la désinformation en ligne, la société américaine NewsGuard a dénoncé le fait que la propagande russe aurait « infecté » certaines intelligences artificielles. Selon cette étude, dans un cas sur trois, ces outils fourniraient des réponses inspirées de faux narratifs russes.<sup>8</sup>

### *Le cas de Narva*

L'Estonie est le plus petit des trois États baltes, d'une superficie d'environ 45 300 km<sup>2</sup>, soit l'équivalent d'une région française. Elle partage des frontières terrestres avec ses deux voisins directs, la Lettonie au sud (339 km de frontière), la Russie à l'est (294 km de frontière). La proximité géographique de l'Estonie avec la Russie, combinée à son appartenance à l'OTAN et à l'absence de glacis stratégique favorable à la Russie, déplace la focale de Moscou vers ce pays, qui apparaît dès lors comme une cible privilégiée des stratégies de guerre hybride, notamment à travers les cyberattaques et les campagnes de désinformation

<sup>7</sup> Billet de France, " Guerre d'influence : l'offensive pro-russe sur Wikipedia en Estonie, <https://www.billetdefrance.fr/monde/guerre-dinfluence-loffensive-pro-russe-sur-wikipedia-en-estonie/26/01/2026/>

<sup>8</sup> Radio France, Quand les IA occidentales relaient la propagande russe. Franceinfo.<https://www.radiofrance.fr/franceinfo/podcasts/le-vrai-ou-faux/quand-les-ia-occidentales-relaient-la-propagande-russe-7740208>

En raison de son histoire et de sa position géographique, l'Estonie a connu d'importants mouvements migratoires en provenance de la Russie, notamment suite aux différentes annexions. De nombreux Russes se sont installés en Estonie durant la période allant de 1944 à 1991. En 2025, l'Estonie comptait 68,2 % d'Estoniens et 20,9% de Russes<sup>9</sup>, au total, la proportion de russophones s'élève à environ 31 % de la population. Autrement dit, une personne sur quatre en Estonie possède le russe en langue principale. Cette présence massive de Russes et russophones sur le territoire estonien est perçue comme une vulnérabilité qui permettrait de faciliter un relai d'influence stratégique pour la Russie. Les autorités estoniennes tentent de limiter les influences potentielles sur ce pan de la population en adoptant une mesure limitant le droit de vote aux élections locales des ressortissants de pays tiers à l'Union européenne, une disposition visant particulièrement les ressortissants russes<sup>10</sup>. Il est cependant nécessaire de nuancer et de préciser qu'être russophone ne signifie pas adhérer au régime de Vladimir Poutine ni défendre ses idées. Plusieurs enquêtes et reportages montrent néanmoins que certaines villes d'Estonie sont plus enclines que d'autres à représenter une cible d'influence pour le Kremlin, comme la ville de Narva, « réputée sensible à l'impérialisme russe »<sup>11</sup>.

La ville de Narva est la troisième plus grande ville du pays avec 52 500 habitants en 2024, elle est située à la frontière directe avec la Russie, 150 mètres seulement séparent Narva de son voisin. La ville est composée à 90 % de russophones, la moitié des habitants de la ville détiennent un passeport russe. Cette communauté semble être la cible privilégiée de Moscou, qui se sert de la langue russe comme d'un outil de propagande. Le rapport du Centre d'analyse de prévision et de stratégie (CAPS), organe du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères confirme l'usage de la langue comme un outil de propagande : « Les tentatives de manipulation sont facilitées par la présence de minorités dont le sentiment de non-appartenance à une communauté nationale peut être instrumentalisé ou exacerbé ».<sup>12</sup> La langue est en effet un élément fort d'identité; le Kremlin utilise la langue russe pour tenter de créer un sentiment d'appartenance à la Russie. De plus, une large partie des russophones d'Estonie s'informent *via* des chaînes d'information russes telles que *Russia Today (RT)* ou *Sputnik* considérées comme des relais directs de la propagande de Moscou. Ces chaînes ont été interdites et supprimées de l'offre médiatique estonienne ainsi que bannies au sein de l'Union européenne depuis février 2022. L'Estonie a également interdit la diffusion de chaînes

<sup>9</sup> STATISTICS ESTONIA, <https://stat.ee/en/find-statistics/statistics-theme/population>

<sup>10</sup> 7sur7, "le président estonien promulgue la limitation du droit de vote des résidents russes" [urlr.me/Rt3DfF](http://urlr.me/Rt3DfF)

<sup>11</sup> *La menace russe vue d'Estonie - reportage # cdanslair 14.03.2025.* (s. d.). YouTube. <https://urlr.me/ztxwyB>

<sup>12</sup>"Les manipulations de l'information", MEAE, [https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/les\\_manipulations\\_de\\_l\\_information\\_2\\_\\_cle04b2b6.pdf](https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/les_manipulations_de_l_information_2__cle04b2b6.pdf)

généralistes et de divertissement russes et biélorusses. Malgré cette suppression de la programmation télévisuelle, elles restent disponibles en ligne et facilement accessibles pour les personnes habituées à suivre ces canaux d'information.

En plus des facteurs historiques, géographiques et démographiques, la Russie déploie des narratifs bien structurés pour fragiliser l'Estonie.

### *Les différents narratifs diffusés par le Kremlin*

Afin de tenter de rallier l'importante communauté russophone à sa cause, le Kremlin développe des narratifs précis visant à déstabiliser l'Estonie de l'intérieur. Pour comprendre ces discours il est primordial d'étudier le point de vue du principal instigateur de ces manœuvres à l'égard des pays baltes, Vladimir Poutine. « La chute de l'URSS a été la plus grande catastrophe géopolitique du siècle. »<sup>13</sup> En 2005, Vladimir Poutine s'adresse à la nation russe et qualifie la disparition de l'Union soviétique, ainsi que la perte de territoires annexés en 1944 comme l'Estonie, de drame historique. Il affirme déjà sa volonté de redonner naissance à la « Grande Russie ». En 2021, un an avant l'invasion de l'Ukraine, Poutine réitère ses propos et qualifie la chute de l'Union soviétique de « désintégration de la Russie historique ». <sup>14</sup> Cette vision s'inscrit dans une idéologie visant à restaurer le statut de puissance mondiale de la Russie, perdu après l'effondrement de l'URSS et la disparition des Républiques soviétiques. Dans cette logique, l'objectif de Poutine apparaît comme la volonté de « récupérer » d'autres territoires considérés comme appartenant naturellement à la Russie, parmi lesquels les États baltes, intégrés dans la notion de Grande Russie. Ces prises de paroles, souvent provocantes et dont on ne peut qu'estimer aujourd'hui la portée véritable, constituent néanmoins des indicateurs sur les ambitions du président russe.

Vladimir Sazonov, auteur d'un rapport sur les campagnes de désinformation menées par le Kremlin en Estonie, théorise une idéologie créée et diffusée par la Russie pour influencer la minorité russophone d'Estonie : le « *Pax Russica* ». Selon l'auteur, ce concept est l'un des principes fondamentaux de la philosophie de l'État russe de Poutine. Signifiant « paix russe », ce principe vise à protéger coûte que coûte les russophones, non seulement localisés en Russie mais également à l'étranger et notamment dans les pays baltes.<sup>15</sup>

Moscou pourrait s'appuyer sur l'idéologie du *Pax Russica* comme prétexte visant à légitimer une intervention, et ainsi à justifier l'annexion d'un territoire, comme ce fut le cas en Crimée

<sup>13</sup> Vladimir Poutine : « La chute de l'URSS a été la plus grande catastrophe géo-politique du siècle » /ina.fr. <https://urlr.me/wkhcCF>

<sup>14</sup> "Poutine qualifie la chute de l'URSS de désintégration de la Russie historique", Reuters, <https://urlr.me/uAz3JF>

<sup>15</sup> "Les campagnes d'information du Kremlin en Estonie", Vladimir Sazonov, <https://reference-global.com/download/article/10.2478/bjes-2022-0002.pdf>

en 2014. Vladimir Poutine avait déjà affirmé que l'intervention russe en Crimée avait été menée afin de protéger les populations locales russophones. Dans la continuité de cette rhétorique, « l'opération spéciale » lancée contre l'Ukraine en février 2022 a été présentée au public russe comme une entreprise de « dénazification » du territoire ukrainien et de protection des populations russophones, accusées d'être victimes d'un « génocide ». Dans son discours du 24 février 2022, le Président russe déclare ainsi que « le but de cette opération est de protéger les personnes qui, depuis huit ans maintenant, sont confrontées à l'humiliation et au génocide perpétrés par le régime de Kiev »<sup>16</sup>. De larges campagnes de désinformation ont été menées, visant à justifier la guerre en Ukraine auprès du peuple russe mais aussi du monde entier. Pour servir l'idéologie du *Pax Russica*, plusieurs narratifs ont été créés de toute pièce par le Kremlin.

Parmi tous ces narratifs, trois d'entre eux sont privilégiés par les pouvoirs russes et sont les plus utilisés et relayés à l'égard de l'Estonie, pour alimenter un climat délétère et favoriser la montée des tensions et le rejet des institutions nationales et internationales :

- **L'Estonie est un pays russophobe**

L'un des narratifs privilégiés de la Russie consiste à décrire l'Estonie comme un pays russophobe, dans lequel les russophones et la minorité ethnique russe seraient maltraités par rapport au reste de la population. De nombreuses campagnes de désinformation relayées via les réseaux sociaux, les discours officiels ou encore les médias nationaux russes affirment que la communauté russophone n'est ni respectée ni prise en compte en Estonie.

En janvier 2023, suite à l'intensification des attaques russes sur le territoire ukrainien, l'Estonie et la Lettonie ont déclaré *persona non grata* les ambassadeurs russes et demandé à leurs représentants diplomatiques de quitter le pays. Cette même année, le ministre russe des Affaires étrangères déclare : « Les dernières années, les dirigeants estoniens ont délibérément détruit l'ensemble des relations avec la Russie. La russophobie totale, la culture de l'hostilité envers notre pays ont été élevées par Tallinn au rang de politique d'État. »<sup>17</sup> Les États baltes ont certes expulsé leurs ambassadeurs russes, mais il est nécessaire de mentionner que la Russie avait expulsé en premier des diplomates estoniens de son territoire.

En février 2025, le Parlement estonien a voté une loi interdisant aux ressortissants non citoyens de l'Union européenne de voter lors des élections locales, une mesure par la suite promulguée en avril 2025 par le président Alar Karis. Ces résidents étaient déjà exclus du droit

<sup>16</sup> Discours de Vladimir Poutine, 22 février 2022, <http://en.kremlin.ru/events/president/news/67843>

<sup>17</sup> "L'Estonie et La Lettonie expulsent les ambassadeurs russes en représailles", Challenges, 23 Jan. 2023, [https://www.challenges.fr/monde/l-estonie-et-la-lettonie-expulsent-les-ambassadeurs-russes-en-représailles\\_843041](https://www.challenges.fr/monde/l-estonie-et-la-lettonie-expulsent-les-ambassadeurs-russes-en-représailles_843041)

de vote aux élections législatives, cette loi empêche désormais les ressortissants russes résidant en Estonie de voter aux élections locales, y compris lorsqu'ils y vivent et y travaillent. La mesure concernerait environ 80 000 ressortissants russes vivant en Estonie.<sup>18</sup> Le narratif russe instrumentalise ces mesures afin de nourrir l'idée que les russophones d'Estonie seraient discriminés. Cette loi représente une mesure de sûreté à l'égard des tentatives de manipulation sur ce pan de la population par la Russie. Cette mesure pourrait néanmoins s'avérer contre-productive et risquerait de diviser la population estonienne. Si la communauté russe a le sentiment que le pays dans lequel elle vit la rejette et ne la considère pas comme des citoyens à part entière, elle risque de chercher un sentiment d'appartenance à une autre communauté et se rapprocher cette fois-ci de l'idéologie de Poutine qui leur garantit un meilleur traitement.

- **Le gouvernement estonien est nazi**

« Le nazisme est devenu la norme non seulement en Ukraine mais aussi dans les pays baltes. » Poutine déclare en septembre 2023 que les pays baltes sont gangrénés par le nazisme. Le narratif du nazisme est l'un des plus utilisés par le gouvernement russe. De nombreux cas de désinformation sont recensés à ce propos. À titre d'exemple, une vidéo a été diffusée massivement sur les réseaux sociaux montrant une parade militaire dans la ville estonienne de Valga, accompagnée de nombreux commentaires « Défilé nazi en l'honneur d'une division SS estonienne », ou encore « L'Estonie rend hommage aux SS avec l'uniforme, voilà l'Europe nazie qui ne se dit pas nazie ». Des vérifications journalistiques ont rapidement démontré qu'il s'agissait en réalité d'un défilé militaire commémoratif organisé par le musée de la guerre de Valga. Cette vidéo avait été postée et diffusée par un influenceur pro-russe sur son compte *Telegram* avant d'être relayée par des bots russes, la vidéo a atteint près d'un million de vues très rapidement sur la plateforme X.<sup>19</sup>

Ce type de discours s'inscrit dans un narratif plus large qui mobilise l'accusation de nazisme à l'encontre des États baltes et de l'Ukraine tout en accusant l'Europe de soutenir ce mouvement. Dans son discours du 21 février 2022, à la veille de l'invasion de l'Ukraine, Vladimir Poutine accuse explicitement les pays membres de l'OTAN de soutenir une Ukraine qualifiée de « nazie ». Il affirme que « les principaux pays de l'OTAN soutiennent des nationalistes d'extrême droite et des néo-nazis en Ukraine »<sup>20</sup>. Cette rhétorique s'ancre dans

<sup>18</sup> "Le Parlement estonien donne son feu vert à la limitation du droit de vote des résidents russes", France24, 26 Mar. 2025, <https://www.france24.com/fr/info-en-continu/20250326-l-estonie-vote-sur-une-restriction-du-droit-de-vote-des-residents-russes>

<sup>19</sup> "Les Dessous de l'Infox, La Chronique - Une Parade Néonazie En Estonie ? Attention à Une Vidéo Détournée." Grégory Genevrier. RFI, 23 Aug. 2024, urlr.me/uFsHtC

<sup>20</sup> Discours de Vladimir Poutine, 22 février 2022, <http://en.kremlin.ru/events/president/news/67843>

la mémoire russe de la Grande Guerre patriotique et présente ces États comme des héritiers du nazisme constituant ainsi une menace à combattre.

- **L'Estonie est un État failli**

Un autre narratif utilisé en masse par le gouvernement de Poutine serait que l'Estonie et les autres pays baltes sont des États faillis, gangrénés par la corruption et totalement inefficaces sans le soutien de l'Occident.<sup>21</sup>

En somme, ces narratifs sont créés et relayés en masse pour servir l'idéologie de Poutine du *Pax Russica* et lui permettre de rallier les communautés russophones tout en justifiant des interventions militaires comme celles en Ukraine.

Face à l'intensité des opérations de désinformation du Kremlin, l'Estonie ne reste en aucun cas spectatrice et a su réagir rapidement en s'appuyant notamment sur l'aide d'une mobilisation citoyenne hors du commun.

## LA RÉPONSE ESTONIENNE FACE À LA DÉSINFORMATION

L'Estonie, pays d'1,3 million d'habitants est reconnue comme un acteur majeur en matière de cybersécurité en raison de son haut niveau de numérisation et du développement de nombreux services numériques à destination de ses citoyens, cette position s'étend également à la lutte contre la désinformation. Les rapports européens consacrés à cette thématique placent régulièrement les pays baltes, dont l'Estonie, parmi les plus performants en matière de reconnaissance politique de la menace, de mise en œuvre de contre-mesures gouvernementales et d'activités de contre-renseignement. La lutte contre la désinformation est par ailleurs intégrée à la stratégie de défense estonienne, articulant cybersécurité, éducation du public, littératie médiatique et renforcement de la résilience sociétale. Cette expertise est maintenant une référence dans des projets de coopération avec d'autres pays et organisations, comme par exemple des initiatives financées par l'OTAN et s'appuie également sur des acteurs locaux tels que la Ligue de Defense ou des plateformes citoyennes comme *Propastop* engagés dans la détection et la lutte active contre la désinformation.

Les projets du gouvernement estonien s'attèlent à être novateurs et efficents. Cependant, la mise en place de ces projets s'est avérée tardive. La problématique majeure à laquelle a dû faire face l'Estonie est l'accès à des sources d'informations neutres et fiables. Cependant, les

---

<sup>21</sup> "Les manipulations de l'information", MEAE,  
[https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/les\\_manipulations\\_de\\_l\\_information\\_2\\_cle04b2b6.pdf](https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/les_manipulations_de_l_information_2_cle04b2b6.pdf)

autorités ont réalisé que la majorité des habitants russophones s'informent *via* des chaînes de télévision russes et se trouvent ainsi directement exposés aux narratifs diffusés par le Kremlin. C'est pourquoi en 2015, le gouvernement a créé une chaîne de télévision en langue russe sur le catalogue télévisuel : ETV+<sup>22</sup>, une chaîne diffusant des informations, des interviews, des reportages, des films et des séries à destination des minorités russophones d'Estonie. Cette mesure a été mise en place pour permettre aux russophones d'Estonie de s'informer *via* des sources d'information fiables, rapportées par des journalistes n'étant pas à la solde de la Russie, il est par ailleurs intéressant de noter que l'audience de la chaîne a connu une augmentation depuis l'invasion de l'Ukraine en 2022<sup>23</sup>. Selon la directrice de la chaîne de télévision, Katerina Talaja, ce n'est en aucun cas une chaîne de contre-propagande russe, son rôle est « d'éduquer les téléspectateurs ainsi que de leur offrir une information qui répond aux standards de qualité européenne ». Katarina Talaja affirme cependant que l'Estonie n'a pas été assez réactive et n'a rien mis en place pendant 20 ans pour combler le manque d'information en langue russe au regard du nombre important de russophones dans le pays<sup>24</sup>. Cette chaîne aurait été créée suite à la venue de Barack Obama dans la capitale estonienne en 2014, pour faire suite à l'annexion de la Crimée. Ce dernier s'était déplacé dans les États baltes afin de rassurer les gouvernements de la région sur l'engagement des États-Unis à assurer leur sécurité avec l'OTAN. Lors de son discours du 4 septembre 2014, le Président des États-Unis souligne que des mesures doivent être prises face à la désinformation afin de protéger la liberté de l'information, et que les sociétés européennes doivent travailler à mieux intégrer les minorités.<sup>25</sup>

L'Estonie est garante de sa propre protection, notamment grâce au service officiel d'information étrangère estonien, rattaché au ministère de la Défense, son rôle est d'analyser les menaces qui pèsent sur l'Estonie. Le service produit des rapports chaque année sur l'état de la menace russe en Estonie. Ces documents démontrent la préoccupation du gouvernement estonien face aux risques identifiés. Ces comptes-rendus annuels permettent d'alerter et d'éduquer la population estonienne sur les mécanismes informationnels qui pèsent sur leur pays. Dans son rapport de 2025, le service informe que l'objectif principal de la Russie est d'influencer l'opinion des occidentaux sur la guerre en Ukraine. Le document se penche sur une opération d'influence qui a eu lieu en 2025, en Estonie où plusieurs monuments en l'honneur de soldats soviétiques de l'Armée rouge ont été vandalisés avec

<sup>22</sup> <https://jupiterpluss.err.ee/etvpluss>

<sup>23</sup> [ERR.EE](#), ERR's Russian channel ETV + breaks rating records, urlr.me/HB6KMe

<sup>24</sup> Vitureau, M. (2016, 2 mars). Reportage international - Estonie : ETV+ la nouvelle chaîne en russe. [RFI](https://www.rfi.fr/fr/emission/20160303-estonie-radio-etv-chaine-russe). <https://www.rfi.fr/fr/emission/20160303-estonie-radio-etv-chaine-russe>

<sup>25</sup> "Remarks by President Obama to the People of Estonia", <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2014/09/03/remarks-president-obama-people-Estonia>

l’inscription de croix gammées. Les services de renseignement affirment que le Kremlin en a profité pour semer la confusion dans les médias et dépeindre l’Estonie comme un pays gangréné par le nazisme. Cette campagne, menée par les services spéciaux russes, vise à semer la peur, elle a pour objectif majeur la dissuasion des pays occidentaux dans le soutien et l’envoi d’aide militaire à l’Ukraine. D’après les services extérieurs estoniens, ces actions malveillantes laissent soupçonner que le Kremlin pourrait orchestrer certains de ces actes de vandalisme contre des monuments de l’ère soviétique afin de servir ses propres intérêts.<sup>26</sup>

Le gouvernement estonien a depuis instauré d’autres mesures. En 2016, l’organisme de gestion des élections a créé un site internet appelé « *Valimised* » destiné à lutter contre l’ingérence et la désinformation dans le processus démocratique<sup>27</sup>. Le site Internet regroupe des informations sur la date des futures élections locales, parlementaires ou présidentielles ainsi que des explications sur le processus démocratique du pays. Le site est aussi composé d’articles qui visent à contrer certaines rumeurs concernant le vote en ligne souvent critiqué par le Kremlin<sup>28</sup>. Une rubrique « news » diffuse par ailleurs des statistiques neutres sur les élections présidentielles, locales ou parlementaires, mises à disposition de la population. Les citoyens peuvent ainsi s’informer librement sur les formalités des élections ainsi que les dates des votes. Cette mesure est d’autant plus intéressante et actuelle au regard des soupçons d’ingérences russes lors des élections présidentielles en Moldavie et en Roumanie ; soupçons qui conduiront même la Cour constitutionnelle roumaine à annuler le premier tour de l’élection deux jours avant le second tour.

Bien qu’ayant mis en place de nombreuses agences de lutte contre la désinformation et travaillant en étroite collaboration avec l’UE et l’OTAN, l’Estonie ne possède pas de législation spécifique à la lutte contre la désinformation, un vide juridique que le pays tente de combler en mobilisant des articles de lois générales (lois relatives aux troubles à l’ordre public, trahison, soutien à une organisation étrangère). Face à cette absence d’outils, la société estonienne s’est saisie du sujet en développant des initiatives citoyennes jouant un rôle central dans la lutte contre la désinformation.

<sup>26</sup> Rapport des services d’intelligence extérieure estonien sur l’état de la menace russe en 2025, <https://raport.valisluureamet.ee/2025/en/4-russian-influence-activities/4-1-russia-resorts-to-violence-to-sow-fear-and-confusion-in-the-west/>

<sup>27</sup> Estonie - ODIL. <https://odil.org/politique-publique/estonie/>

<sup>28</sup> I-voting fact check : myth and reality | Elections in Estonia. (s. d.). <https://www.valimised.ee/en/internet-voting/i-voting-fact-check-myth-and-reality>

### *La Ligue de défense estonienne : une organisation paramilitaire de volontaires engagés*

La participation citoyenne à la lutte contre la désinformation est une caractéristique propre aux pays baltes qui s'inscrit entièrement dans la stratégie globale de lutte contre la menace informationnelle russe.

La Ligue de défense de l'Estonie est un acteur majeur de cette lutte, c'est une organisation de défense volontaire, à l'instar de la réserve militaire en France, qui s'entraîne à seconder les militaires en cas de conflit. Cette dernière relève du ministère de la Défense et s'inscrit dans la stratégie de défense globale du pays. La Ligue de défense estonienne a créé un blog appelé « *Propastop* »<sup>29</sup>, celui-ci est géré par des bénévoles dont la majorité fait déjà partie de la Ligue de défense estonienne. *Propastop* est un blog dédié à la lutte contre la désinformation, il repose sur le travail de civils engagés dans le combat contre la menace informationnelle. Plusieurs rubriques composent ce blog, on y retrouve notamment des analyses sur la désinformation en Estonie, des entretiens avec des acteurs professionnels de la désinformation, ou encore une rubrique concernant l'éducation aux médias. Afin d'alerter au mieux les citoyens estoniens, *Propastop* publie des articles pointant du doigt des propagandistes estoniens diffusant des narratifs pro-Kremlin sur des plateformes comme *Youtube*, *X* ou encore *Tiktok*. On peut citer par exemple Klaudia Sipsikova, connue en Estonie pour relayer des narratifs russes via son canal Telegram<sup>30</sup>. Un autre article publié le 25 mai 2025, révèle également des noms de propagandistes estoniens sur la plateforme *TikTok*, redoutables en matière de désinformation dans le pays : « un rapport d'*Eesti Ekspress* a révélé que 63% des contenus publiés sur le *TikTok* estonien peuvent être considérés comme de la désinformation ».<sup>31</sup>

Ce blog est complet et contient des analyses construites, il repose sur l'action citoyenne de la Ligue de défense estonienne, une particularité propre aux pays baltes. Le site a été consulté plus de 29 000 fois entre les mois de mai et juillet 2025, proportion faible comparée aux millions de vues que peut engendrer une fausse information publiée sur les réseaux sociaux, mais cette initiative a le mérite d'exister et de prôner la véracité des faits. *Propastop* est perçu comme un blog sérieux par différents médias, il est souvent cité dans de grands journaux comme *Le Monde* en France ce qui apparaît comme un gage de qualité journalistique et de reconnaissance. En juin 2024, le gouvernement russe a bloqué l'accès à *Propastop* pour sa

<sup>29</sup> <https://www.propastop.org/en/>

<sup>30</sup> *Know the Kremlin's Propagandists : Who Is Klaudia Sipsikova from Tallinn ?* – *Propastop*, <https://www.propastop.org/en/2025/05/16/know-the-kremlins-propagandists-who-is-klaudia-sipsikova-from-tallinn/>

<sup>31</sup> *Battlefield TikTok : Who are Estonian influencers spreading Russian narratives ?* – *Propastop*. (2025, 26 mai). <https://www.propastop.org/en/2025/05/26/battlefield-tiktok-who-are-estonian-influencers-spreading-russian-narratives/>

population, une action qui signifie que les révélations du blog dérangent le Kremlin.<sup>32</sup>

L'Estonie a également fait un choix stratégique sur le long terme en choisissant l'éducation comme bouclier contre la désinformation.

### *L'éducation aux médias, des bons réflexes pour la population estonienne face à la menace informationnelle russe*

L'Estonie est caractérisée par une très forte mobilisation citoyenne, le gouvernement estonien a mis en place plusieurs actions clés qui ont encouragé au fil des années la participation citoyenne à cet effort de lutte en faveur de la vérité.

La volonté du gouvernement est d'éduquer au mieux les élèves face aux menaces informationnelles. Les élèves estoniens suivent depuis 2018 des cours d'éducation aux médias qui entrent à part entière dans le programme scolaire, environ 35 heures par an. « Ils apprennent à distinguer la valeur d'une source d'information »<sup>33</sup>. Les élèves apprennent à identifier les sources fiables, comprennent le fonctionnement et la logique des *fake news* et enfin, se voient enseigner les différentes techniques de vérification des faits. Le blog *Propastop*, que nous avons évoqué plus tôt, a créé des jeux en ligne qui sont utilisés dans les salles de classe estoniennes afin de s'entraîner à la détection de fausses informations. On y retrouve notamment des quizz interactifs, et des vidéos explicatives utiles aux enseignants. Une autre plateforme éducative nommée *Ekoool* contient des modules interactifs sur les fake news. Son usage est encouragé par le ministère de l'Éducation estonien.<sup>34</sup>

En 2025, un nouveau projet éducatif a été créé par le président estonien, Alar Karis, visant à fournir aux lycéens des outils incluant l'apprentissage de l'intelligence artificielle. Une avancée qui contraste avec l'approche plus prudente et hétérogène observée dans de nombreux États européens. Selon le ministère estonien de l'Éducation « les compétences numériques sont aussi importantes que les autres matières »<sup>35</sup>. Afin de créer une société résiliente et au fait des dangers de la désinformation et des attaques cyber, le gouvernement sensibilise les lycéens et collégiens à l'innovation technologique, l'éducation aux médias ainsi qu'à la cybersécurité. L'Estonie est ainsi souvent qualifiée de « nation du numérique »<sup>36</sup>.

En 2022, l'Estonie était classée parmi les pays les plus performants d'Europe en matière

<sup>32</sup> "Russie : Voici la liste des 81 médias européens bloqués par les autorités." BBC News Afrique. (2024, 3 juillet). <https://www.bbc.com/afrique/articles/ck7g1398j1yo>

<sup>33</sup> Vitkine, B. (2019, 5 avril). En Estonie, dans les coulisses de la guerre de l'information russe. *Le Monde.fr*. [https://www.lemonde.fr/international/article/2019/04/05/comment-l-estonie-resiste-a-l-influence-média-tique-du-kremlin\\_5445973\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2019/04/05/comment-l-estonie-resiste-a-l-influence-média-tique-du-kremlin_5445973_3210.html)

<sup>34</sup>"L'Estonie, convertie de la première heure au numérique", <https://www.ekoool.eu/en/home>

<sup>35</sup><https://courier.unesco.org/fr/articles/lestонie-convertie-de-la-premiere-heure-au-numerique>

<sup>36</sup> L'Estonie un modèle de transformation numérique, <https://wathi.org/>

d'éducation aux médias, derrière la Finlande, la Norvège et le Danemark<sup>37</sup>. Le pays se classe dans les premiers pour son potentiel à contrecarrer la désinformation, par la qualité de son éducation et la participation massive de la population. Le plan stratégique national pour l'éducation 2022-2035 met particulièrement en avant l'importance de l'éducation numérique et de l'accès à l'information, l'objectif du gouvernement est de « sensibiliser aux risques de la société de l'information et de développer les compétences numériques au vu de l'importance du numérique »<sup>38</sup>. Les élèves estoniens sont bien plus avancés que le reste des élèves européens dans l'apprentissage de la désinformation. Un enseignement qui, dans de nombreux pays européens, existe à des degrés variables dans les programmes scolaires mais reste moins structuré et moins prioritaire qu'en Estonie, notamment dans certains pays d'Europe comme l'Italie ou l'Espagne, historiquement moins exposés aux menaces informationnelles russes.

L'un des aspects les plus singuliers de cette lutte contre la désinformation réside dans l'engagement spontané de milliers de citoyens décidés à protéger l'espace informationnel de leur pays.

#### *Les elfes de la Baltique : une mobilisation citoyenne hors du commun*

Dans les pays baltes, un groupe de plusieurs milliers de citoyens s'est rassemblé de manière volontaire pour lutter contre la désinformation à son échelle. Nommés les « elfes de la Baltique », une appellation choisie en opposition symbolique aux « trolls », figures associées aux campagnes de désinformation en ligne. Ils représentent un groupe de bénévoles qui contrent la désinformation et les « trolls » en ligne.

Ces attaques informationnelles ainsi que la prolifération massive de fausses informations ont encouragé des citoyens lituaniens à démentir ces « fake news » dans un premier temps sur les réseaux sociaux, puis dans un second temps sur un portail *Debunk.eu* dédié à la lutte contre la désinformation russe. ‘Les elfes’ se décrivent comme un mouvement pacifique axé sur la défense qui a pour objectif de lutter contre la désinformation mais ne mène pas de cyberattaques ou de contre-propagande. Ils sont actuellement plus de 5 000 volontaires rassemblés dans les pays baltes et s'organisent de manière autonome en signalant de faux contenus, de faux comptes ou en répondant à des *fake news* dans la section commentaires avec des articles et des preuves sourcées en guise de réponse.

Les « elfes de la Baltique » sont en lien direct avec plusieurs think tanks indépendants, plus de

<sup>37</sup> Media Literacy Index, <https://www.educationestonia.org/media-literacy-index-2022/>

<sup>38</sup> Estonia - Education Strategy 2021-2035. (2022, 19 avril). Digital Skills and Jobs Platform. <https://digital-skills-jobs.europa.eu/en/actions/national-initiatives/national-strategies/estonia-education-strategy-2021-2035>

50 « elfes baltiques » travaillent pour cet organisme. Les volontaires analysent des articles de propagande russe ciblant les États baltes. Le site propose également des cours d'éducation aux médias, permettant de valider un diplôme en ligne et d'acquérir des compétences dans la lutte contre la désinformation. Afin de continuer à faire vivre le mouvement, l'équipe *debunk.org* organise des conférences et des ateliers afin de former au mieux les volontaires à la lutte contre la désinformation<sup>39</sup>.

L'implication citoyenne est liée au patriotisme des Baltes pour la défense des intérêts de la région et s'inscrit dans une approche globale de lutte contre la désinformation. Elle permet, à leur échelle, de contenir le phénomène sur les réseaux sociaux où l'action de l'État estonien reste limitée.

Ces projets sont bien évidemment indispensables mais ont malheureusement en commun une faible visibilité et une faible attention de la part du grand public comparé à l'ampleur de la menace et du public que peut toucher ne serait-ce qu'une seule fausse information.

#### *Les médias, un rôle essentiel dans la mobilisation citoyenne face aux mécanismes de désinformation*

La mobilisation estonienne est amplifiée par le rôle structurant des médias qui, eux aussi, multiplient les initiatives pour lutter contre la désinformation. Les médias jouent finalement un rôle clé dans la visibilité des initiatives citoyennes, telles que *Propastop* ou les actions menées par les « elfes de la Baltique ». En relayant leurs analyses et en citant leurs travaux dans leurs articles, les journalistes contribuent directement à élargir l'audience de ces démarches citoyennes. L'intervention des médias permet de crédibiliser le travail des citoyens, en apportant un savoir-faire journalistique tel qu'une vérification des sources ou le recouplement de l'information. Cette médiatisation permet de dépasser le cercle des citoyens et de toucher une population plus large. La complémentarité entre résilience citoyenne et intervention des médias permet de renforcer la crédibilité des messages diffusés.

La réponse estonienne ne s'inscrit pas uniquement à l'échelle nationale mais repose aussi sur des dispositifs européens. Le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) s'avère être un pionnier dans la lutte contre désinformation en provenance de la Fédération de Russie. Dès 2015, le SEAE a créé une cellule spécialisée appelée « Task Force East StratCom », chargée de lutter contre les campagnes de désinformation. L'Estonie collabore activement avec la task force en partageant des données et des informations issues de leurs propres services de

---

<sup>39</sup> *Disinformation about Estonia*. (s. d.). Debunk.org. <https://www.debunk.org/articles/disinformation-about-estonia>

sécurité intérieure.<sup>40</sup>

Le plan d'action européen contre la désinformation datant de 2018 a permis la création de l'Observatoire européen des médias numériques (EDMO). L'Observatoire est composé de vérificateurs de faits, d'experts en médias ainsi que de chercheurs universitaires qui travaillent sur la thématique de la désinformation. La mission première de cet Observatoire est d'organiser la réponse et la coopération entre les acteurs européens en matière de désinformation, en soutenant notamment des actions transfrontalières. Ce centre joue un rôle majeur dans l'apprentissage et l'éducation aux médias pour les habitants de la région baltique, en collaboration avec de nombreux établissements universitaires, comme l'Université de Tartu en Estonie. Le BECID est composé d'un réseau d'experts du fact checking qui publie des articles dédiés à l'apprentissage de la culture du numérique pour les plus jeunes. Il développe également des ressources pédagogiques sous forme de manuels destinés aux professeurs des pays baltes afin de les aider à intégrer la question de la manipulation de l'information dans leurs cours. À travers ces outils, il apparaît que les jeunes populations baltes sont fortement ciblées par cette menace, une approche encore peu développée en Europe de l'Ouest, nettement moins impactée par ce phénomène.

## CONCLUSION

L'Estonie est largement perçue comme un modèle en Europe pour contrer la désinformation, grâce à une approche stratégique globale qui va de l'éducation aux réseaux internationaux, mais ce leadership s'inscrit dans un effort collectif avec ses voisins et alliés. L'exemple estonien invite à une réflexion sur la capacité des autres États européens à adapter leurs dispositifs de résilience informationnelle alors même que la désinformation constitue une menace transnationale en constante intensification amplifiée par les réseaux sociaux comme en témoignent les campagnes récentes et inédites visant des dirigeants politiques et des processus électoraux en Roumanie et en Moldavie.

---

<sup>40</sup> EEAS Strategic Communication Task Forces, [https://www.eeas.europa.eu/eeas/eeas-strategic-communication-task-forces\\_en](https://www.eeas.europa.eu/eeas/eeas-strategic-communication-task-forces_en)

# L'expertise stratégique en toute indépendance



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

[contact@iris-france.org](mailto:contact@iris-france.org)

[iris-france.org](http://iris-france.org)



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, *via* son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.